

Appel du 21.10.2025

Vérité des Urnes, Justice et Paix

Depuis le 12 octobre 2025, jour de l'élection présidentielle, le Cameroun et les camerounais ont le souffle altéré à cause de la circulation d'informations aussi toxiques que condamnables.

Sur les réseaux sociaux et différentes plates formes digitales, la guerre des chiffres a vite glissé vers une guerre d'insultes, d'instrumentalisation ethnique et une stigmatisation des acteurs par des partisans zélés de l'un comme de l'autre bord.

Tout le tumulte que l'on observe se déroule malheureusement au détriment de deux principales causes nationales que tous et chacun devrait défendre à savoir **la justice et la crédibilité voire l'intégrité des institutions républicaines**. Pourtant, au nom de la paix que toutes les parties convoquent, la justice, le dialogue et la prise en compte mutuelle des opinions de l'une par l'autre partie devraient conduire à un consensus.

Dans ce théâtre d'imbroglie qui n'aide aucunement la manifestation de la vérité, **Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ)** se sent profondément préoccupée par le silence des acteurs institutionnels dont le mandat permet d'agir et d'intervenir en faveur des offices de médiation sociale.

La partialité des médias notamment les télévisions dont les contenus sont devenus plus propagandistes qu'informatifs et éducatifs ou ludiques, influence la perception de la réalité tout en aiguisant subrepticement les tensions.

La fracture entre les partis politiques évolue progressivement en une intolérance politique qui doit à terme aggraver le mauvais état de santé du système de gouvernance.

Sous les nombreux appels à la paix soudent des insatisfactions et des frustrations généralisées nées des injustices et inégalités dont la négation est la voie la plus absurde à emprunter pour sauver la situation en dégénérescence. Rappelons-le, l'absence de conflit ouvert n'est pas synonyme de véritable paix lorsqu'il y a des injustices non résolues.

Le silence des institutions et acteurs institutionnels à côté de la prise de parole publique de certaines personnes reconnues encore en conflit avec la loi interroge sur les objectifs et le sérieux de la communication par ces temps de crise post électorale.

L'abstention du clergé et des dignitaires religieux, toutes obédiences religieuses confondues inquiètent davantage quant au devenir immédiat de la société au moment où l'on s'achemine vers l'ultime étape du processus de cette élection présidentielle à savoir la proclamation des résultats.

Face à cette situation ci-dessus décrite qui présente un sombre tableau des relations socio politiques avec risques de déflagration sociale, Dynamique Mondiale des Jeunes qui prépare les jeunes à la connaissance, la compréhension et le portage des responsabilités publiques dans une optique de gouvernance citoyenne, de démocratisation et de décentralisation :

- **appelle différents acteurs socio politiques** à mettre à contribution leurs compétences respectives pour garantir la manifestation de la vérité des urnes, le règne de la justice qui conduira à la paix sociale juste ;
- **encourage et invite toutes les personnes en position de décision** au dialogue structuré par pallier qui suggère l'écoute permanente des populations et la redevabilité constante tout en garantissant que les remontées d'informations de la base au sommet et la transmission du sommet à la base conservent les teneurs et consistances initiales des messages afin de préserver l'intégrité et la crédibilité des institutions et des pouvoirs exercés ;
- **réitère la nécessité d'une collaboration étroite entre les institutions et les citoyens** reposant sur des processus et mécanismes transparents d'implication des populations dans le cycle de vie des politiques publiques (mise à l'ordre du jour d'un problème (agenda setting), formulation, prise de décision, mise en œuvre de la politique, évaluation et terminaison ou révision de la politique).

En outre, DMJ interpelle :

- **Les communautés religieuses** dont la mission prophétique commande de prévenir le peuple du mal, dénoncer les injustices structurelles, donner une orientation à la transformation des individus en acteurs de la grâce divine et préparer l'avènement d'une paix juste reposant sur la réconciliation et la justice sociale. Les communautés de foi ont aussi vocation à influencer les décisions politiques, et mobiliser les communautés locales dans la perspective de porter leur voix en faveur de la construction d'une société plus cohésive, résiliente et sécurisée.
- **La Commission nationale des droits de l'homme du Cameroun** qui devrait veiller, en vertu de son mandat de promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cameroun qu'il n'y ait pas commission de la torture si des citoyens venaient à être interpellés dans le théâtre des revendications post électorales. La Commission pourrait aussi initier le dialogue et la concertation avec les acteurs de la scène politique.
- **La Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme** dont la finalité de la mission est de préserver la paix, renforcer l'unité nationale et consolider le vivre-ensemble.
- **Les forces de défense et de sécurité** qui disposeraient de la vérité des urnes en vertu de leur mission de sécurité et maintien de l'ordre public qui implique aussi d'assurer la sécurité des informations.
- **Les partis politiques et leurs candidats** qui se doivent de respecter le cadre légal dans toute éventuelle contestation des irrégularités liées au processus électoral. Plus que jamais, ils doivent unir leur voix pour disposer des textes électoraux consensuels répondant aux aspirations fondamentales d'une démocratie garantissant l'égalité de chance.
- **Les citoyens** qui doivent maintenir la veille et exprimer leurs préoccupations de façon collective et inclusive, sans discriminer sur quelques critères que ce soient afin de défendre la justice et la paix dont ils sont les premiers bénéficiaires.

Fait à Yaoundé, le 21 octobre 2025



Dupleix Kuenzob

Secrétaire Exécutif, DMJ

